

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Arrêté préfectoral
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 009748 relatif au projet **d'installation de panneaux photovoltaïques au lieu-dit La Marandais à Trégueux (22)**, déposé par la société par actions simplifiées IEL ENR 163, reçu et considéré complet le 01/12/2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 30° Ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés au sol » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- d'installation sur un terrain de 2,2 ha de modules photovoltaïques d'une puissance de 961 kWc pour une production annuelle estimée à 1 GWh, d'un poste électrique de livraison et de transformation, de réseaux électriques, d'une piste d'exploitation pour accéder aux installations, d'une clôture périphérique et d'un portail d'accès ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur un secteur agricole, classé « A » par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Saint-Brieuc Armor agglomération, approuvé le 26 juin 2025 ;
- sur une parcelle agricole inexploitée depuis 2008 d'après le registre parcellaire graphique, actuellement en cours de reboisement spontané, et comprenant à sa périphérie plusieurs haies recensées comme éléments de paysage, à préserver pour des motifs d'ordre écologique ;

Considérant que :

- l'état d'enfrichement de la parcelle est de nature à permettre l'accueil de nombreuses espèces animales et végétales, en particulier des espèces protégées, que la biodiversité du site n'a pas fait l'objet d'inventaires proportionnés, ce qui ne permet pas d'appréhender les incidences du projet sur la biodiversité locale ;
- les mesures de gestion du risque incendie, conformes aux prescriptions du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Côtes d'Armor, ne précisent pas les emprises foncières concernées par le débroussaillage, ce qui ne permet pas d'appréhender les secteurs impactés par le projet ;
- les modalités de préservation des haies ne sont pas détaillées, ce qui ne permet pas d'apprécier leur efficacité dans la perspective de garantir leur conservation à long terme ;
- la description du projet omet d'indiquer la hauteur des panneaux, la hauteur et le type de clôtures installées, l'écartement des tables supportant les panneaux, le tracé envisagé pour le raccordement électrique, ainsi que les modalités d'implantation dans le sol des tables supportant les panneaux photovoltaïques, ce qui ne permet pas d'appréhender les incidences paysagères et écologiques du projet ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'installation de panneaux photovoltaïques au lieu-dit La Marandais à Trégueux (22)** doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Article 2

L'évaluation environnementale aura pour objectifs spécifiques de répondre aux éléments d'analyse ci-dessus motivant la présente décision. Au-delà de ces objectifs spécifiques, l'étude d'impact, qui constitue le rapport d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, devra démontrer la maîtrise de l'ensemble de ces incidences, de manière proportionnée, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,

signé

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

via le portail pétitionnaire de Novae :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr>

ou par courrier :

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.